

Colloque, MSHS-Universite de Nice, La construction européenne et ses apories
29-31 Janvier 2015.
47.908 signes (notes, bibliographie à part), 17 août 2015.

Apartheid en Europe: le défi de la citoyenneté/civilité dans un temps de guerre imprévisible

Marie-Claire Caloz-Tschopp, CIPh, Genève-Paris

*« Nous ne sommes pas en guerre
Ne nous logez pas dans des bunkers »
« Stop Bunkers, we need fresh air »*

Requérants d'asile en Suisse, Manifestation Genève 28.10.2014.

*« On écrit sur la guerre depuis que les hommes écrivent, on y réfléchit depuis
qu'ils écrivent de l'histoire ; de Thucydide aux war studies des universités
anglo-saxonnes de nos jours, la littérature savante sur la guerre est
décourageante par sa seule masse ».*

Elie Barnabi, Dix thèses sur la guerre, Paris, Flammarion, 2014, 8.

*« L'homme qui ne proteste pas (contre la guerre) en est complice »,
Kristoffer Neyrop, cité par Kenzaburô Oé, *Moi d'un Japon ambigu*, Paris,
Gallimard, 2001, p. 24.*

Introduction

A partir d'une pratique de recherche et de citoyenneté dans les politiques de la migration et du droit d'asile, du chômage, et aussi d'une analyse des dilemmes se posant aux travailleurs des services publics, je me propose de présenter un problème de philosophie politique et ses enjeux. J'ai intitulé mon exposé : *Apartheid en Europe : le défi de la citoyenneté/civilité dans un temps de guerre imprévisible.*

On peut poser l'hypothèse que dans la construction européenne, il existe un lien dialectique entre les politiques d'apartheid et les nouvelles formes guerrières d'extrême violence imprévisible, et entre celles-ci et la citoyenneté/civilité. Les conflits, contradictions, apories dans les liens entre l'apartheid, la guerre et la citoyenneté/civilité nous informent sur l'existence d'un défi de la dialectique de la possibilité/impossibilité humaine de la pensée (philosophie) et de l'action (politique).

Les recherches sur les politiques migratoires, le droit d'asile, le chômage en Europe et en Suisse depuis les années 1970, l'observation des politiques de la formation et de la recherche, la politique agricole¹, etc. du système bancaire suisse et international sont des terrains d'observation apparemment éloignés mais d'une étonnante proximité. Elles nous renseignent sur ce que deviennent les politiques d'apartheid dans un cadre guerrier.

Le concept d'exil inséré dans l'histoire de longue durée et celle du siècle des exilés au XIXe siècle (April 2010) et mis en perspective de la citoyenneté/civilité (Programme CIPh) aujourd'hui dans des expériences de formation, de recherche en Suisse, au Chili, à Istanbul dont le colloque international en mai 2014 à Istanbul sur l'œuvre d'Etienne Balibar, et en particulier sur son livre *Violence et Civilité* (2010), est un cadre qui nourrit aussi ma réflexion actuelle sur l'Europe. Loin d'être la situation de nostalgie victimaire du marché humanitaire, l'exil a des liens étroits avec « l'extrême violence » (Balibar 2010) du capitalisme actuel que nous résistons à *voir*, à connaître et avec les luttes, que j'appelle de desexil².

En terme de méthode, de position, d'enjeux, la situation actuelle en Europe et dans le monde, nous invite, pour pouvoir relever le défi, à articuler un thème, une démarche, une position dans le travail philosophique et politique impliquant l'exigence d'une pensée travaillant sur les résistances à penser, une pensée insurrectionnelle au quotidien en travaillant les ambiguïtés de l'apartheid³ et de l'extrême violence pour les dégager du joug des nouvelles formes de guerre et en saisir les enjeux politiques et philosophiques.

Ce qui m'intéresse est la connaissance de la situation globale de guerre en transformation permanente, les manières dont la lutte contre le terrorisme (Lauren, Delmas-Marty 2010) et les politiques migratoires intercontinentales et européennes (laboratoire Schengen, Dublin) s'articulent aux politiques économique-politiques des Etats et d'une sorte de super-Etat de l'UE dans un contexte d'extrême violence (classe, structure, dispositifs, outils, idéologie, imaginaire). Dans ce contexte, comment l'apartheid en Europe, masque et/ou rend visible une nouvelle situation de guerre où l'Europe est aussi engagée en ce début du XXIe siècle avec le défi de construire une politique européenne de la conversion de l'extrême violence en citoyenneté/civilité ?

1. Depuis l'Europe

L'Europe a une position spécifique sur la planète. Ce qui implique d'évaluer sa place dans le trafic d'armes, sa position dans l'OTAN notamment (questions que je ne peux approfondir ici). La société européenne a été coloniale, impériale. Elle est « nationale », « étatique », « superétatique », sa

souveraineté et prise dans des rapports de force entre Etats-nations, empires et forces multinationales. Aujourd'hui, après une « guerre de fondation » pour l'Europe en Ex-Yougoslavie (Ivekovic, 1986), les attentats sur son sol à la suite de sa politique colonialiste et migratoire, la guerre devient une réalité tangible qui n'est pas confinée aux champs de bataille d'Afghanistan, du Libéria, de la Lybie, de Syrie ou d'Irak.

Comme d'autres lieux de la planète, l'Europe devient un des nouveaux champ de bataille des empires (ex. prisons secrètes, camps de migrants, guerre économique, espionnage) et autres acteurs obscurs. Imposée par la force et l'idéologie de l'apartheid dans les politiques migratoires et aussi dans les politiques sociales, de politique étrangère, de la culture, de l'agriculture, etc. le capitalisme guerrier s'installe avec des effets en retour illimités et incalculables. Echaudés par les guerres du XXe siècle, les guerres coloniales, les européens la subissent sans avoir choisi de la faire. Qu'est-ce qu'ils y gagnent ? Qu'est-ce qui empêche l'émergence politique d'une résistance à la violence extrême et son renversement en citoyenneté/civilité pour construire enfin l'Europe alors que les acteurs sociaux ne se définissent pas par le sol et le sang, et de moins en moins par leur passeport, mais par leur situation de précarisation et leur capacité relationnelle à inventer, construire une politique commune ? Quelles voies d'actions emprunter ?

L'histoire européenne du XXe siècle a vu la destruction de 75% des juifs d'Europe (Hilberg 1985) ce que nous rappelle l'anniversaire du camp d'Auschwitz (70 ans), alors que le génocide des Arméniens est nié (négationnistes) et que le génocide des Hereros par l'empire allemand commence à peine à être reconnu. Trois exemples d'extrême violence sur des peuples sans Etat. D'autres peuples, minorités en Europe (Kurdes de Kobané, Roms, Kabyles, Palestine, etc.) et ailleurs (Inde, Chine, Russie), populations en provenance de zones de guerre ouverte (Syrie, Irak, Lybie, etc.) sont menacés. Des millions de soldats ont été massacrés dans les deux guerres « mondiales ». Ceux qui sont restés vivants n'ont pu gagner la révolution par les Conseils de soldats et d'ouvriers en Allemagne en 1918. Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, qui luttaient pour l'instauration de la révolution, après le succès de la révolution russe, ont été assassinés par les corps francs sous l'égide des socio-démocrates qui ont ainsi mis fin à la jeune République socialiste et préparé l'arrivée du nazisme. Aujourd'hui, en Allemagne on parle volontiers des puissants rentiers, d'un modèle économique à imposer aux autres Etats de l'UE mais pas des populations précarisées soumis à des mesures drastiques de réduction de leurs droits politiques et sociaux. On ne parle pas non plus beaucoup des gaz de schiste en Allemagne qui menacent la politique d'énergie de pays ayant opté pour des barrages hydrauliques (guerre des prix).

Après le 11 septembre 2001, l'Europe est « occupée » (bases militaires, présence des services secrets, militarisation, commerce des armes, spéculation financière hors contrôle, spéculation sur les matières premières en toute impunité, espionnage, etc.) par des luttes d'empires en recherche d'hégémonie qui n'hésitent pas, non seulement à clôturer (les morts aux frontières en mer et dans les déserts), mais à redessiner les frontières européennes (ex. inclure l'Ukraine, les Etats baltes qui font partie d'une région de l'ère d'influence historique de la Russie et refuser l'adhésion de la Turquie, des pays du nord de la méditerranée ; à détruire des zones qui remettent en cause le pouvoir central, ex. Tchétchénie) ; à dénier un statut d'appartenance politique à des peuples, des minorités, des sans Etat (ex. Kurdes, Roms, Palestiniens, sans-papiers) qui pourtant existent dans les Etats et les mouvements sociaux multiples.

L'Europe guerrière, policière, marchande, qui tente de s'imposer aux citoyennes et aux citoyens européens n'est pas l'Europe de la citoyenneté/civilité, conception positive, constructive de la création politique et de la culture. La civilité enrichit citoyenneté, car elle excède le cadre institutionnel et juridique, comme le souligne Selek (2015). Elle est *constituante*. Elle cherche, ce qu'Arendt nomme des espaces intermédiaires – *interesse* –, pour les nouveaux acteurs, pour que l'invention politique positive puisse devenir visible et lisible. Le système d'Etat-nations étriqué et ses répliques « supranationales » impériales, n'est pas le cadre dont a besoin l'Europe pour se construire autrement, ailleurs, dans la recherche de nouveaux cadres pour la politique (villes, réseaux, régions), avec la nouvelle texture hétérogène des mouvements sociaux.

Dans le débat autour de la dette grecque, des politiques migratoires⁴, de l'agriculture (porcs), etc. et des politiques de l'UE, il est frappant de constater une sorte de souveraineté supra-étatique autoritaire (comment la nommer ?) tout en récusant la souveraineté populaire qui s'exprime par le canal des Etats-nations et par d'autres canaux au nom des logiques financières. Ce qui pose des nouvelles questions pour la citoyenneté/civilité.

2. Penser la guerre, sa convertibilité aujourd'hui

Sorte « d'état d'exception » d'une étrange normalité où se banalise l'extrême violence, la guerre imprévisible et de sa convertibilité en politique est complexe, difficile à penser. Elle n'est pas assimilable, ni à la guerre totale, ni à la guerre civile généralisée. Même si certains en rêvent encore, la paire *guerre et révolution* du XXe siècle s'est distendue (Arendt 1963). L'histoire mondiale de la guerre ne se réduit pas à une anthologie de la stratégie, aux portraits des

victoires et des défaites, aux héros guerriers⁵, ni à l'armement. Nous sommes devant une accumulation de paradoxes et d'apories. Les formes d'emprises de la guerre sont nombreuses, les formes de convertibilité tout autant. Elles imprègnent du plus objectif au plus subjectif, au plus intime des individus et des cultures.

On peut les repérer dans la modernité et l'actualité dominante du capitalisme, le rapport entre guerre et révolution au XXe siècle, les théories de philosophie politique et les débats du marxisme autour du mode de production, de l'accumulation lié à la guerre, et à l'impérialisme, « système de préférence comme forme de guerre commerciale » (Tendon 2014), dans sa version toujours actuelle, du lien entre guerre et révolution, dans le racisme (nazisme, antisémitisme européen, colonisation, ségrégation de couleur dans les sociétés post-esclavagistes, les rapports sociaux de sexe, etc.) qui cristallisent l'essentialisation et la naturalisation des rapports de pouvoir en servant à la fois des guerres internes et externes. Dans les découvertes scientifiques et les changements technologiques aussi.

Clausewitz a posé l'aporie la plus redoutable pour qui désire penser la guerre depuis les guerres napoléoniennes. Les dictateurs savent commencer la guerre, mais ils ne savent pas la finir... car la guerre moderne acquiert une dynamique imprévisible, incontrôlable, impensable. Depuis le colonialisme, l'impérialisme, le capitalisme et la guerre sont les deux faces d'une même médaille mouvante, incertaine. Le « moteur » du capitalisme est son accumulation, son extension infinie à tout ce qui existe par l'extrême violence et des transformations drastiques comme on peut le constater dans le réchauffement climatique même si ses causes sont déniées. Les découvertes scientifiques (nucléaire, sciences du vivant, recherches quantiques), technologiques (informatique, etc.), politiques (NSA, surveillance en ligne) accélèrent le moteur et augmentent les dangers pour la vie et la survie des humains et de la planète en repoussant un peu plus les limites du pensable. « Sur les menaces qui guettent aujourd'hui l'humanité, si nous excluons l'impact d'un gigantesque astéroïde, tous les autres sont intérieurs et liées aux activités humaines »⁶. Comme le montrent les travaux sur l'anthropocène⁷, où les humains sont un passant furtif dans la longue histoire de la planète, la puissance des humains (en terme de savoir, d'action, de création) est devenu un danger pour le capital naturel limité, la vie sur la planète et même pour la propre survie des humains.

En s'éloignant des champs de bataille de l'empereur et de la guerre « totale » (Ludendorf 1936), le rapport capital/travail de l'ordre de « l'homme jetable » (Ogilvie 2012) impliquant l'expulsion de millions de travailleurs, l'appropriation des ressources de la planète, la destruction de la nature, nous indique qu'on est dans une situation de domination armée, d'exploitation, de surexploitation,

de pratique du déchet, en bref *dans une situation d'extrême violence destructrice de la planète et de nous-même*. Le moteur du capitalisme s'est emballé. C'est la forme de la guerre d'aujourd'hui sous l'égide d'un empire qui a relayé la puissance coloniale, impériale de l'Europe. L'illimité souligné par Clausewitz a envahi toute la vie économique, politique, sociale, intime. La planète, l'Europe et chacun d'entre nous sommes sous l'emprise d'une telle guerre et la politique consiste à y résister sans pouvoir s'en sortir, à s'en détacher sans la dénier pour dégager un pouvoir de création dont l'Europe a un besoin vital en solidarité avec d'autres population du monde. Qu'est-ce qui nous en empêche ?

La conjonction entre violence et politique et son corollaire *guerre et révolution* est devenue la première aporie de la politique et de la philosophie et cela depuis longtemps (voir les grands textes de philosophie politique), mais avec un degré de *gravité tragique* qui a émergé comme question dès la fin du XVIIIe siècle et a explosé comme tragédie au XXe siècle avec la possibilité matérielle et idéologique de l'extermination/anéantissement/destruction⁸. Dont Hiroshima a été le fait majeur en 1945 qui a installé l'hégémonie de l'empire américain sur le monde et relégué l'Europe à devenir dès lors une puissance moyenne.

Depuis la modernité capitaliste, l'emprise, l'imposition d'une guerre permanente du capitalisme sur la vie, la politique est le deuxième élément de l'aporie de la construction de l'Europe et de la planète. La conscience sociale planétaire a-t-elle intégré la nouvelle tragédie bien différente de celle des Grecs (mortalité individuelle) ?⁹ Il est extrêmement difficile de penser, de construire une conscience sociale non seulement de sa propre mortalité mais de la possibilité de la disparition de l'humanité et même de la planète. Au moment de la commémoration des 70 ans d'Auschwitz, rappelons-nous un seul chiffre : 75% du peuple juif a été exterminé (on n'a pas les chiffres pour les tziganes). Emprisonnés dans un monde séparé, nous rêvons d'autres planètes où fuir la destruction. Comment renverser le rêve de notre finitude en création politique et culturelle possible ancrée sur la planète Terre ? Là réside peut-être à la fois la difficulté et le défi du travail politique et philosophique aujourd'hui en Europe.

Le débat théorique sur la guerre s'est complexifié à la fois pour des raisons internes à la philosophie politique et aussi au marxisme (Tosel 2009). Dans la philosophie politique, il s'est restreint surtout à l'analyse du pouvoir de la force d'Etat souverainiste (modèle de Hobbes), alors qu'il est en profonde transformation, en se constituant en « quasi Etat transnational européen souverain »¹⁰. Dans le marxisme, il s'est déroulé autour du mode de production, du rapport entre impérialisme et guerre au XXe et au XXIe siècle

(Lénine, Luxemburg, Hilferdings). Après Walter Benjamin, Hannah Arendt, Simone Weil, etc. Etienne Balibar, Bertrand Ogilvie, Achille Mbembe, Toni Morrison et d'autres l'ont enrichi par une réflexion sur la continuité/discontinuité de la violence extrême, d'une culture politique de l'extermination/anéantissement/destruction¹¹ et de la résistance, exigeant un déplacement radical (Caloz-Tschopp 2015b). Les réflexions, inventions théoriques sont d'ailleurs à chercher bien au-delà de la philosophie et de la philosophie politique.

Parler de la guerre est à la fois une opération de connaissance, de discours et d'actions civiques en Europe. Depuis quelques temps, on assiste à une inflation des discours sur la guerre que ne dément pas la cascade d'événements. Alors parler de violence, et même de violence « extrême » est-ce décrire la guerre ou au contraire est-ce masquer sa forme en transformation? Il ne s'agit certes pas d'encourager l'inflation de discours qui jouent sur la peur, colmatent l'angoisse en participant à un processus d'aliénation, en renforçant l'idéologie dominante. Poser la question de la guerre ce n'est donc pas entrer dans le concert du catastrophisme déterministe qui désarme toute créativité politique et philosophique. Il serait notamment intéressant de reprendre le travail de Rosa Luxemburg sur l'impérialisme et la guerre avec notre regard, nos questions d'aujourd'hui sur la violence extrême pour se déplacer du postulat métaphysique à l'ontologie, à l'anthropologie politique du capitalisme actuel, en développant les intuitions de Luxemburg sur l'impérialisme et la guerre, celles de Gramsci, « penseur critique de la modernité » dans l'articulation de l'économie, du politique et de la culture (Tosel 2009), par ces deux révolutionnaires au tournant et au début d'un XXe siècle tragique.

Parler de la guerre, n'est pas un prétexte pour dénier les fractures de classe en devenant les chantres d'une union nationale fantasmée, visant à consolider un pouvoir fragilisé et délégitimé¹². En faisant appel un instant de l'histoire de longue durée du passé gréco-occidental de l'Europe, on peut déjà se souvenir que Pierre Vidal-Naquet et Nicole Loraux ont montré que trois problèmes avaient occupé le débat politique d'Athènes du Ve siècle : *la place des femmes, des étrangers et la guerre* (avec l'interdiction de l'évoquer sous peine de condamnation à mort). Ces trois critères sont indicatifs de trois fractures aux frontières de la démocratie qui traversent l'histoire et méritent d'être pris en compte encore aujourd'hui.

Parler de la guerre, ce n'est pas non plus trancher si nous sommes au bord de la Troisième guerre mondiale et quelle forme elle peut prendre. Les faits sont importants, mais leur interprétation est difficile. Les raids aériens menés en Syrie, Irak par les Etats-Unis sont un autre tournant dans la guerre des Occidentaux contre l'Etat islamique, après l'Afghanistan. Les interventions

militaires de la France au Mali et ailleurs ont déjà des effets boomerangs en Afrique et en Europe. La Troisième guerre mondiale est-elle une nébuleuse de conflits asymétriques (Nigéria, Syrie, Sahel, Afghanistan, Lybie, etc.) qui rappellent ceux de l'époque prémoderne ? Elles sont le fait non d'Etats, mais d'empires, de seigneurs de la guerre, de mercenaires de la privatisation des guerres, de terroristes alimentés par les marchands d'arme et rendent caduque la distinction du droit international entre guerriers et population civile, où le viol devient un arme de guerre¹³.

S'agit-il d'une nouvelle relance de la guerre froide où la Russie cherche à retrouver une place dans le jeu des empires quand des zones-frontières sensibles comme l'Ukraine sont poussées à la guerre contre la Russie par d'autres intérêts impériaux ? Depuis l'Asie, la Troisième guerre mondiale serait observable dans la mise en cause de l'ordre dominant globalisé, avec une concurrence économique, un enchaînement de conflits localisés, imprévisibles qui s'articulent à une lutte entre un empire hégémonique (USA) et une candidate à l'hégémonie (Chine) ? Ou alors assistons-nous à la mise en place, dans un ordre dispersé, d'un ordre multipolaire s'imposant sans conflit guerrier majeur ? Il faut encore compter avec le risque nucléaire qui n'est pas écarté par l'élargissement de partenaires de la stratégie de dissuasion (débat avec l'Iran). Faut-il compléter le tableau par l'existence de la possibilité d'un affrontement nucléaire entre Etats. Le cas de l'Inde et du Pakistan est un scénario plausible. Ainsi parlent les experts.

La planète n'est plus au temps de la guerre de Troie ni plus près de nous de la guerre d'Indochine, d'Algérie, de Grenade, du Nicaragua et autres guerres coloniales, ou ultra-libérales dans le Cône sud d'Amérique latine avec le laboratoire du Chili, ni même après septembre 2001, mais pris dans ce labyrinthe imprévisible qui passe de la guerre totale, absolue¹⁴ aux guerres asymétriques, c'est-à-dire inégales (Challand 2014, 16), face à des années de destabilisation de régions de la planète. Daesch, qui est un des montres inattendus des politiques pratiquées par les Occidentaux dans de vastes régions qui deviennent incontrôlables... est une des illustrations actuelles. Le plan d'action d'Obama contre l'Etat islamique consiste en résumé à, pas de soldats sur le terrain, des bombardements, l'usage de drones, la construction d'une politique d'alliance de 40 Etats anti-Daesh. C'est une position stratégique impériale qui évite la guerre terrestre à la suite d'échecs de la guerre classique, à des effets boomerangs incontrôlables et aussi à de nouvelles armes et de nouvelles technologies. En Europe, les moyens utilisés par les Etats-Unis contre Poutine (embargo sur le pétrole), avec le risque de destabilisation de cette partie du monde vont dans le même sens. La question ukrainienne est pourtant

une question posée à la construction européenne avant d'être une question d'empire (Américains et Russes).

On peut se demander, s'il n'y a pas aussi le désir de la part des Etats-Unis de s'éloigner de l'illusion que la force guerrière clarifie les situations confuses¹⁵. Et la recherche d'autres chemins (guerre économique) pour l'hégémonie. On est certes loin de l'envahissement de l'Amérique du sud des années 1990, où encore de l'époque où le père Bush envoyait un demi-million de soldats américains combattre à des milliers de kilomètres pour libérer le Koweït et s'assurer l'accès aux champs de pétrole (ce qui aurait pu être fait par d'autres moyens soulignent des experts). Il n'est donc plus concevable de mener des guerres terrestres en envoyant des soldats à qui on promet la *green card* quand ils sont migrants (qui reviennent dans des cercueils), que ce soit en Irak contre l'Etat islamique ou en Ukraine.

Un tel déplacement stratégique, n'est pas une position de désarmement, de renoncement au pouvoir, mais une interrogation sur l'efficacité de la guerre classique (pensons aux drones, à la ciberguerre), en clair une évaluation du pouvoir de la force armée dans des offensives terrestres et sous d'autres formes et cela dans un contexte d'empires multipolaires. La question n'est alors plus tant de confiner une logique de guerre avec des règles imposées par l'Occident (DIH, crimes de guerre, crimes contre l'humanité) mais comment déplacer la guerre, y résister, la convertir en civilité/citoyenneté ? Elle s'amplifie face à d'autres problèmes, par exemple, celui de l'apartheid.

Depuis les débats de philosophie politique, il est alors tentant mais hasardeux (?) pour décrire les nouvelles formes de guerre et l'action possible, de parler de « biopouvoir » (Negri 2004) : « La guerre devient la matrice générale de toutes les relations de pouvoir et de toutes les techniques de domination, qu'il y ait un bain de sang ou non. La guerre est devenue un « régime de biopouvoir », c'est-à-dire un mode de gouvernement qui ne vise pas seulement à contrôler la population mais aussi à produire et reproduire tous les aspects de la vie sociale. Cette guerre est porteuse de mort mais elle doit aussi paradoxalement, produire la vie. Cela ne signifie pas que la guerre ait été domestiquée ou que sa violence soit atténuée, mais plutôt que la vie quotidienne et le fonctionnement normal du pouvoir ont été imprégnés par la menace et la violence de la guerre »¹⁶. Negri marque alors dans ce cadre, le passage d'un paradigme de « défense » à celui de la « sécurité » qu'il place dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Il note le brouillage des distinctions politiques importantes (guerre et paix, politique intérieure et extérieur, armée et police, guerre légalisée par un droit de la guerre obsolète et guerre informelle, etc.). Les catégories de la tradition de la guerre revisitées à l'aune du « biopouvoir » inspirées par Foucault¹⁷ n'échappent pas à une

sorte de métaphysique de la mort/vie où la destruction devient création politique même monstrueuse. Où la question de la destruction de la planète, des humains, en tant que question politique, est finalement évacuée par la description séduisante. Est-il possible à partir de là, de penser les bases d'une politique constituante qui s'inscrirait dans une matrice de la citoyenneté/civilité en l'inscrivant dans une politique de la *puissance/impuissance* ? Mettre l'accent dans l'extrême violence, comme le fait Balibar, en suivant Clausewitz et en suivant d'autres penseurs du XXe siècle pris dans le vertige de la guerre totale, souligne la part d'imprévisible de la puissance humaine transformée en force illimitée qui amène à devoir repenser radicalement non seulement les notions comme celles de révolution, d'insurrection, de guerre civile, d'humain, d'utopie et de dystopie (Caloz-Tschopp 2011), etc. mais repenser radicalement l'ontologie politique et l'anthropologie politique¹⁸.

3. Apartheid : la guerre ambiguë en Europe plus efficace que les drones

Il est certes important de dénoncer l'usage du terme de « migration illégale » (Rodier 2014), ou « d'utilitarisme migratoire » (Rodier 2012), en clair d'exploitation, de surexploitation de forces de travail, mais le déplacement radical de cadre d'analyse, de références, de concepts s'impose. Avec la violence, on en arrive souvent à penser la situation de la planète, des humains, dans une globalité fermée dominée par la destruction créatrice (paradigme déterministe)¹⁹. Il s'agit cependant de penser la dialectique ouverte des rapports sur la planète entre des faits apparemment d'un ordre différent mais qui ont en commun de s'inscrire dans une culture, des pratiques du marché articulées à des pratiques d'extrême violence et leur renversement possible, dont font partie, à des degrés divers, et sous des formes diverses, des politiques d'apartheid en Europe et ailleurs.

Le concept d'apartheid n'est ni un « état d'exception » justifiant des mesures de plus en plus extrêmes, ni un état de « guerre civile » préfigurant une éventuelle nouvelle étape entre « guerre et révolution ». L'apartheid n'est plus un simple système institutionnalisé de « développement séparé » basé sur une idéologie raciste (Guillaumin 1970) entre des populations d'un pays. La situation des migrants maltraités, surexploités n'est pas *en soi* suffisante pour renverser le système capitaliste. L'apartheid rend visible une nouvelle forme d'insécurité, d'exploitation de domination de masse qui appelle son renversement en citoyenneté/civilité. Le passage d'une violence d'Etat de discipline et de contrôle, cède le pas à une nouvelle forme de pouvoir qui est un nouveau mode de violence complexe, hiérarchisé s'articulant à des formes de violence extrême et imposant à la fois, non tant des nouveaux modes de

contrôle, qu'un mode de souveraineté légitimée de domination – non seulement sur les migrants en mouvement - mais sur la nature, les humains, marqué dans le temps (histoire, accélération), les territoires (espace), les corps²⁰. C'est une civilisation où la surexploitation côtoie le jetable, le néant, où la contradiction se joue dans les rapports aux limites²¹ non seulement de la séparation, mais de la violence sont infiniment repoussées pour éprouver la tension entre force (guerrière) et puissance (créatrice). Quand la nature, les humains deviennent des « choses » (Weil 2014), c'est comme s'il fallait trouver l'assurance de la continuation de la vie aux limites de la mort de masse. Non plus seulement « séparer » mais exercer activement une violence souveraine jusque dans ses extrémités en éprouvant les limites.

Le concept a été employé pour la première fois dans le domaine des politiques migratoires – à ma connaissance - dans une démarche comparative avec le nazisme, l'Afrique du sud par un politologue de l'Université de Lausanne et Genève : « *L'apartheid ne sera pas notre passé, il est notre avenir* » (Monnier, 1988). Le titre de sa leçon d'adieu, il y a presque trente ans, était prémonitoire.

Aujourd'hui, c'est une réalité pour des millions d'individus sur la planète : l'apartheid est globalisé. Les migrants le mettent en scène, mais le phénomène est bien plus large. Il concerne donc aussi l'Europe. Au XXe siècle l'apartheid a décrit des formes institutionnelles d'un système totalitaire (nazisme) et colonial (Afrique du sud), tous deux habités par le racisme. L'apartheid, sous une forme actualisée, on pourrait parler de nouveaux rapports de classe globalisés, mais d'une qualité philosophique nouvelle, est un concept à la fois imaginaire, descriptif, explicatif, exploratoire, critique pour parler, penser la qualité spécifique – de violence guerrière exercée jusqu'aux limites - des rapports de surexploitation, d'expulsion de populations marginalisées, externalisées, voire jetées dans le néant après avoir été transformées en déchets. Dans une situation « d'acosmie » (Arendt), ou si l'on veut de non rapport possible à la politique et au monde. L'usage du concept d'apartheid hors de son contexte historique précis embarrasse. Il révèle des résistances à penser ce qui caractérise la violence extrême dans les rapports humains et aussi à la nature. Il suscite non la confusion mais l'encouragement à *voir*, à penser, à connaître son envers, l'immense diversité de l'Etre social-historique. C'est un concept « contraire », qui lève les paradoxes, les clivages de la pensée utilitariste voire raciste des migrations en produisant un déplacement de point de vue pour réinstaller un étonnement socratique radical. La nouvelle qualité du réel qui est une multitude de rapports ouverts, incertains peut alors devenir *visible, lisible*.

L'évolution des politiques migratoires, des politiques sociales, du travail, du chômage, de la santé, etc. depuis les années 1970-1980, conduit à connaître le « moteur » commun de ces politiques qui est l'extrême violence décrite par

Balibar. Tout en ne niant pas l'exigence d'analyses phénoménologiques des faits spécifiques, distincts, l'évolution générale conduit à considérer à la fois ce qui est commun et divers dès lors que l'on constate non seulement la violence d'Etat mais une extrême violence beaucoup plus étendue à toutes les sphères de la vie en société, objective et subjective, qui concerne les rapports de pouvoir et l'imagination, la pensée, la conscience sociale. Faudrait-il alors penser ensemble les formes de guerres ouvertes que l'on pourrait appeler de « haute intensité » et les formes de guerre de « basse intensité », dans les régions qui sont protégées des champs de bataille sur leur territoire, mais où la violence politique prend le pas sur la politique. Un pas de plus s'impose.

En conjuguant les formes qu'elle revêt à la fois dans les conflits ouverts, le pillage des matières premières, des ressources de la planète, la surexploitation de la force de travail, l'expulsion de couches entières de population de la sécurité de la vie (faim, politiques de la santé, de la dette, etc.) et dans les discours paradoxaux sur la sécurité quand celle-ci prend la forme non seulement de la lutte « anti-terroriste », *mais aussi de l'apartheid dans nos sociétés*, en Europe, on a la possibilité d'interroger radicalement la dialectique entre les politiques de guerre et les luttes pour ne pas en rester à des « développements séparés », comprendre les changements en cours²².

En ce sens, *l'apartheid* des politiques migratoires et sociales n'est plus un simple dispositif, outil de pouvoir (Foucault), de « gestion » des migrants, et d'autres populations par la violence d'Etat, de *séparation* entre classes, races, sexes articulée à la surexploitation ou à l'expulsion de jetables nécessaire à un ultra-libéralisme destructeur. Après l'avoir dénié, nous avons trop longtemps banalisé *l'apartheid*, en limitant son interprétation à une « séparation » institutionnalisée connue historiquement. La politique d'*apartheid* guerrier est pourtant plus efficace que les drones. La *tension à la limite de la mort de masse* banalisée par la mise en scène médiatique des morts en méditerranée, en ignorant les autres lieux moins visibles, et les effets boomerangs (attaques djihadistes où participent de jeunes européens²³ qui ont souffert des politiques « d'assimilation-expulsion ») indique que *l'apartheid* est une dynamique de guerre. C'est une forme de pouvoir du capitalisme qui cherche à faire subir sans révolte un pouvoir qui se joue de la mort de masse, qui non seulement exclue, mais extermine. Une fois enclenchée, *l'apartheid*, non seulement sépare, mais caractérise la dynamique des rapports²⁴. A ce critère dynamique et qualitatif et pour qu'il soit possible de renverser la violence en citoyenneté/civilité, doit être ajouté le fait que la soumission imposée par la violence extrême, participe à la mise en cause de fait de la possibilité de la politique et de la philosophie en écrasant la révolte ou en l'externalisant. Quand il n'y a plus de lieux d'expulsion, de « dehors », le renversement en

civilité devient une sorte de boomerang. L'apartheid est observable dans les politiques migratoires, un des laboratoires du capitalisme et aussi ailleurs dans la vie sociale. Elle vise à faire accepter les mesures dans l'ensemble des politiques sociales, du travail, du chômage, de la santé, de logement, de la faim, de l'éducation, etc.. Son renversement est lisible dans des luttes fragmentées.

Son dépassement implique l'identification de sa dynamique et sa qualité guerrière, sa délégitimation en renversant radicalement l'apartheid guerrier *en une politique constituante du « droit d'avoir des droits » (Arendt 1972), de citoyenneté/civilité (Balibar 2010)*. Selon le philosophe, une telle politique n'est pas de l'ordre de la non-violence, de la contre-violence (on peut inclure les réactions à la violence d'Etat et aussi les politiques de sécurité sécuritaires dans ce mot) mais *d'antiviolence, de civilité* à tous les niveaux de la société, à tous les niveaux de la politique. L'Exemple d'Agilao dans la banlieue d'Athènes, des mouvements sociaux en Turquie et sur d'autres places, les refuges, les sqatts, etc. montrent bien que la citoyenneté/civilité n'est plus seulement le droit de vote, mais la construction du commun politique et culturel à tous les niveaux, dans des pratiques multiples. C'est à ce niveau que se joue la dialectique entre guerre et politique, le recul, la convertibilité de la guerre en politique.

Une des difficultés est l'articulation entre des luttes locales, dans des Etats-nations et face à un Etat transnational européen souverain et aussi à des pouvoirs multinationaux. On mesure dans les politiques de la dette, de l'agriculture, de la migration, de la santé, etc..

Poser ainsi les bases d'analyse postule que la globalisation est un tissage complexe, mouvant, de faits de violence et de création de citoyenneté/civilité où il n'y a pas de clivage, de séparation, d'espace infranchissables dans la globalisation entre des faits de violence extrême qualifiables en terme de *degré, de limite, de frontières*. On peut les penser, les décrire en terme de *relations dialectiques, de conflits, d'articulations complexes et imprévisibles dans la guerre* (enchaînements imprévisibles, effets boomerangs, etc.) entre des Etats-nations, des villes, des régions, entre les zones de conflits et de guerre ouverte et la situation d'apartheid des pays européens où se déroulent des attaques de djihadistes, et aussi de groupes d'extrême-droite et *dans la possibilité/impossibilité de sa conversion en citoyenneté/civilité* (que nous apprend la résistance à l'apartheid et la création politique sur le rapport entre possible et impossible dans l'action humaine politique?).

Le capitalisme actuel après sa phase industrielle décrite par Marx, impérialiste impliquant la guerre « totale », la destruction, l'extermination décrite par Rosa Luxemburg, Lénine, Hilferdings et d'autres après les deux guerres mondiales, impliquant la violence extrême, *efface certes la distinction entre guerre et non*

guerre. Mais elle n'efface pas forcément la distinction entre le pouvoir de domination et d'action. Cela nous oblige, à la *lumière de la politique d'apartheid*, à reconsidérer non seulement ce que devient la guerre, mais ce que devient la politique et la philosophie sous l'emprise de la guerre pour *saisir les transformations de la guerre et de son emprise sur la politique et la pensée, l'imaginaire et son renversement en autonomie, en citoyenneté/civilité*.

La guerre contemporaine n'est plus « déclarée ». L'apartheid n'est pas décrété. Elles sont imposées. Elles sont un état de fait complexe permanent, mouvant, ambigu se caractérisant par la violence qui, quand elle devient extrême met en cause la possibilité même de la politique et de la philosophie (Balibar). Insérée dans une situation de guerre, *toute politique de citoyenneté/civilité qui met en cause l'apartheid implique une politique d'antiviolence* qui refuse de basculer dans une métaphysique déterministe ou alors de séduction de la force.

Le *critère discriminant* n'est donc pas tant celui d'une guerre classique « totale », illimitée selon les échelles du droit international (crimes de guerre, crimes contre l'humanité qui d'ailleurs est impuissant à qualifier les génocides de manière satisfaisante), mais la qualité d'une situation d'ensemble de violence d'exploitation, d'expulsion exterminatrice où la frontière entre la guerre et la paix, entre vie et mort s'efface, où la destruction sous toutes les formes de la violence « extrême » implique de la possibilité même de la politique et de la philosophie. La formule de Foucault, *Faire vivre et laisser mourir* gagne à être alors traduite, non tant en « biopolitique » qu'en terme de politiques d'apartheid inscrite dans la guerre, et la citoyenneté/civilité permettant de saisir les nouvelles formes de luttes.

Il nous faut donc considérer le concept d'apartheid, dans sa qualité politique spécifique sous un angle beaucoup plus large, dynamique pour pouvoir identifier et délégitimer de telles politiques dans la conscience sociale et arriver à le considérer, non seulement comme une politique discriminatoire d'inégalité légitimée, de « développement séparé » mais depuis l'imposition de formes de guerre contemporaines mettant en cause de manière généralisée, sous des formes certes diversifiées, la possibilité de la politique et de la philosophie.

Il est alors plus que nécessaire de faire le saut qualitatif de l'analyse de l'apartheid dans les politiques coloniales, d'immigration, sa généralisation (notamment entre le nord et le sud de l'Europe et aussi entre les autres secteurs précarisés) pour découvrir ce qu'elle a à voir avec la guerre et avec l'exigence du *desexil*, ou si l'on veut, avec la lutte pour la citoyenneté/civilité. En ce sens, la situation de la Grèce aujourd'hui et la situation des requérants « Dublin » qui fuient les guerres et sont expulsés vers le pays d'arrivée (au « sud ») est du même ordre (Caloz-Tschopp, 2015c).

4. L'emprise de la guerre sur la politique et son contraire

L'interprétation de la guerre ne se limite donc ni au « biopouvoir », ni à la formule, *Politics as War, War as Politics*. Le glissement de l'un à l'autre des termes signifie la domination de la politique par la guerre actuelle. Le rapport est aporétique et tragique²⁵ en terme d'anéantissement possible. « L'apartheid sera notre avenir » (Monnier)... la situation n'est pas un cas particulier de l'expérience historique de longue durée des humains. C'est une nouveauté de l'histoire récente. Depuis le XXe siècle²⁶, le rapport prend des formes intensives, extensives, inédites. La prise en compte de l'emprise de la guerre nous épargne l'illusion de la dénier, d'y échapper ou alors de la banaliser en lui donnant un statut de moyen politique contrôlable (position utilitariste).

Les rapports entre la politique et la violence sont inédits dans l'accélération du temps qui contracte l'espace, la complexification, l'imprévisibilité de la dynamique en cours. Nous sommes mis au défi d'inventer une nouvelle dialectique de la complexité pouvant comprendre à la fois la lutte d'autonomie et l'emprise d'une telle violence « extrême » imprévisible, tragédie banalisée, à laquelle tout nous habitue à nous soumettre, pour la rendre vivable, acceptable. On peut postuler que les transformations des luttes, les difficultés, les résistances qu'elles rencontrent nous apprennent à connaître, décrire, évaluer la situation avec un nouveau regard. A devoir inventer une nouvelle dialectique.

Ce qui devient alors lisible est la nécessité d'une analyse critique radicale de l'extrême violence dans les zones de guerre ouverte où la situation est plus évidente à qualifier et aussi dans la vie quotidienne du contexte d'apartheid pour une saisir la logique commune au-delà des spécificités de ses manifestations, des revendications avec le dépassement de déterminismes, de la fragmentation des luttes qu'implique la construction d'une Europe de la citoyenneté/civilité. L'analyse critique, renouvelée, élargie de l'apartheid en cours permet de voir en quoi se rejoignent le cas de la Syrie, de la Grèce, des réfugiés, des jeunes précarisés en CDD, des paysans. La solidarité avec les combattants kurdes de Kobané, les déserteurs, les populations en fuite de Syrie, la solidarité avec la populations grecque et d'autres zones d'Europe, du sud de la méditerranée, d'Afrique sous pression, la solidarité avec les requérants expulsés par le biais du dispositif « Dublin » sont un même mouvement de réappropriation de la politique et de la philosophie. En ce sens, l'analyse renouvelée des liens entre apartheid et guerre, le dépassement de l'apartheid de l'apartheid est le moment de vérité de l'Europe. Nous sommes tous des européens vivant le défi de citoyenneté/civilité pour l'Europe.

En conclusion

L'Europe pouvait se croire à l'abri dans un continent tranquille. Se rêver comme un oasis de paix, isolée des zones de guerre ouverte. L'Europe pouvait s'imaginer en racisant, en expulsant, en exterminant ses *Autres*. Dans une situation d'exception auto-protégée²⁷ et d'autant plus protégée qu'elle est barricadée par la logique du « national » effaçant les frontières abyssales de classe en les noyant dans la race et l'ethnie et aussi dans un Etat transnational souverain. Les attentats en Europe ont touché des individus innocents. Ils ont légitimé à la fois des discours de haine et de solidarité en révélant des côtés obscurs mais bien réels de l'apartheid, colonne vertébrale des politiques et en particulier des politiques migratoires, avec les graves insuffisances de ce qui est appelé les politiques d'assimilation ou d'intégration lisibles dans le désespoir des jeunes migrants et aussi des jeunes habitant.e.s des pays européens expulsés du marché du travail, du logement, de la santé, de la formation, etc., vivant une précarisation de l'ordre du jetable.

Ils ont aussi révélé aux citoyennes et citoyens des nouvelles formes de guerre existant dans leur propre vie quotidienne ou pouvant les atteindre (apartheid banalisé qui atteint toutes les sphères de la société avec ses effets boomerang, guerres cibernetiques, contrôle de l'information, bases de données, etc..) Ce sont les nouvelles formes de pouvoir (étatiques, privés, religieux, etc.) pour maintenir le contrôle des citoyens dans la peur et masquer que la violence extrême est le moteur du capitalisme globalisé, que les nouvelles formes de guerre détruisent à la fois la planète et même les humains. Les alternatives de réponse, de création politique et philosophiques, de citoyenneté/civilité s'inventent dans un tel contexte en étant mises au défi de ne pas dénier la gravité de la situation et de dépasser le désespoir, l'isolement, les fragmentations.

En clair, pouvoir repérer les faits, penser les apories, les contradictions, les nœuds de tensions entre les luttes de citoyenneté/civilité et la guerre telle qu'elle se donne à observer, à vivre aujourd'hui par celles et ceux qui la subissent, permet de connaître à la fois les nouvelles formes de guerre extrêmement dangereuses dans leur imprévisibilité, repérables aussi dans l'apartheid en Europe et le nouveau pouvoir d'action qui s'invente dans les mouvements sociaux. L'objectif est de sauvegarder la possibilité de la politique et de la philosophie indispensable à la construction de l'Europe par la citoyenneté/civilité.

Pour dépasser l'ambiguïté de l'apartheid et débusquer la guerre et les voies de l'anti-violence, les voies sont étroites mais elles sont praticables.

La philosophie, dans la mesure où elle a un rapport intrinsèque avec la création démocratique, est appelée à se décentrer, à se déplacer à la fois aux frontières multiples, dans les banlieues, les lieux de création des mouvements sociaux. Une participation des chercheurs philosophes au Forum Social Mondial 2016 qui pourrait avoir lieu à la fois dans les banlieues²⁸, en Grèce, en Tunisie et à Kobané est-il concevable dans les lieux académiques où se déroule la philosophie ? Ce serait l'occasion de lancer un très large appel à des soutiens pour des projets d'alternative économique (coopératives de production) et politique (coopératives de formation, de recherche alternatives, universités libres, etc.).

La situation actuelle nous montre qu'une autre étape de la réalité social-historique est en cours. Imprévisible. Incertaine. On peut renverser la difficulté pour rendre les enjeux plus lisibles. La plus grande aporie non seulement pour la construction de l'Europe mais pour la planète est la difficulté à envisager que la création politique et philosophique de la citoyenneté/civilité est une réalité alors qu'elle existe, parce que peut-être nous ne parvenons pas à envisager le pouvoir, la révolution sans l'emprise de la guerre et la politique sans la destruction. La dialectique destruction/création est incertaine, ouverte. L'aporie est un défi toujours à relever.

Genève-Paris, 15 août 2015.

Éléments bibliographiques

Anderson Jenny, *The Radiance of France : Nuclear Power and National Identity after World War II*, MIT Press, 1998 (La Découverte 2004).

April Sylvie, *Siècle des exilés, bannis et proscrits français au XIXe siècle*, Paris, CNRS, 2010.

Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme*, 3 vol., Paris, Point-essai, 1972.

° *Essai sur la révolution*, Paris, Telgallimard, 1963.

Balibar Etienne, *Violence et Civilité*, Paris, Galilée, 2010.

° *L'Europe, l'Amérique, la guerre. Réflexions sur la médiation européenne*, Paris, La Découverte, 2003.

Balibar E., Caloz-Tschopp M.Cl, Insel A., Tosel A., *Violence, civilité, révolution. Autour d'Etienne Balibar*, Paris, La Dispute, 2015.

Barnabi Eli, *Dix thèses sur la guerre*, Paris, Flammarion.

Belger José, *Symbiose et ambiguïté*, Paris, PUF, 18...

Caloz-Tschopp Marie-Claire, « « Extrême violence » et « citoyenneté-civilité ». Le pari tragique de la convertibilité », *Rue Descartes*, novembre 2015 (à paraître).

° Dublin ou la philosophie de la patate chaude. Résister pour protéger et construire l'Europe. Texte écrit à partir de l'expérience d'un Refuge ouvert à Lausanne pour protéger des requérants de Dublin. Voir site : exil-ciph.com

° « Globalization, development, resistance of utopian dreams to the *praxis* of dystopian utopia », in Bagchi Barnita, *The Politics of the Impossible*, ed. SAGE (Delhi, London, Thousand Oaks, chap. XII, 2011.

° « Depuis la violence de l'exil, penser la lutte du désesil. Une position, une démarche philosophique pour désesiler l'exil », *Revue en ligne Repenser l'exil* no. 4, url : http://exil-ciph.com/Revue_numero04/articles/0101MCCT.html, 2015b.

° *Les sans-Etat dans la philosophie de Hannah Arendt. Les humains superflus, le droit d'avoir des droits et la citoyenneté*, Payot, Lausanne, 2000 (thèse).

Caloz-Tschopp Marie-Claire, Veloso Bermedo Teresa (dir.), *Penser les métamorphoses de la politique, de la violence, de la guerre, avec Colette Guillaumin, Nicole-Claude Mathieu, Paola Tabet, féministes matérialistes*, Paris, L'Harmattan 2013.

- Chalier Gérard, *Une histoire mondiale de la guerre*, Paris, Odile Jacob, 2014.
- De Luca Erri, *La parole contraire*, Paris, Gallimard, 2015.
- Engels F. Marx K., *Les grands hommes de l'exil*, (éd. établie et préfacée par Sylvie April), Marseille, Agone, 2015.
- Fresia Marion, « La fabrique des normes internationales sur la protection des réfugiés au sein du comité exécutif du HCR » (rédaction, négociation par les diplomates, experts, médiateurs, lobbyistes pour construire un consensus d'une norme globale), *Critique internationale* 2012/1, no. 54, p. 3960.
- Guillaumin Colette, *L'idéologie raciste*, Paris, Folio-essais, 2000 (1970).
- Hilberg Raoul, *La destruction des Juifs d'Europe*, Paris, poche, 198.
- Infantino Federica, *Bordering at the window: Schengen Visas policies and allocation practices at the Italian Embassy and Consulate in Morocco*, in Sergio Carrera, Elspeth Guild and Didier Bigo (eds). *"Foreigners, Refugees or Minorities? Rethinking People in the Context of Border Controls and Visas"*. Ashgate, 2013.
- Ivekovic Rada, *Une guerre de fondation en Europe*, Université de Genève, 1986. Sur le site : exil-ciph.com
- Lanzmann Claude (dir.), « La souveraineté. Horizons et figures de la politique », *Les Temps modernes*, no. 610, 2000.
- Laurens Henry, Delmas-Marty Mireille, *Terrorismes. Histoire et droits*, Paris, CNRS, 2010.
- Ludendorf Erich, *La guerre totale*, Paris, Perrin, 1937.
- Macherey Pierre, Présentation du livre de M. Hardt et T. Negri, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'empire*, 2004 ; Citéphilo, Palais des Beaux Arts, Lille, 19.11.2004. <http://stl.recherche.univ-lille3.fr/sitespersonnels/macherey/macherereynegri.html>
- Monnier Laurent, *L'apartheid ne sera pas notre passé, il est notre avenir*, Université de Lausanne, 1988 (leçon d'adieu), publié sur le site : exil-ciph.com
- Ogilvie Bertrand, *L'homme jetable. Essai sur l'exterminisme et la violence extrême*, Paris, éd. Amsterdam, 2012.
- Razac Olivier, *Avec Foucault, après Foucault : Disséquer la société de contrôle*, Paris, 2008.
- Rodier Claire, « Emigration illégale : une notion à banir », *Mediapart*, 12 août 2015.
- ° *Xénophobie business. A quoi servent les contrôles migratoires ?* Paris, La Découverte, 2012.
- Saint-Amand Pierre, « De l'incivilité » (John Keane, *Reflections on Violence*) *Critique* no. 596-597, 1997, p. 89- 98.
- Selek Pinar, « Les possibilité d'inventer la politique face à la « violence extrême » », *Rue Descartes*, novembre 2015 (à paraître).
- Tendon Yash, *Le commerce c'est la guerre*, Genève, CETIM, 2014.
- Tosel André, *Le marxisme au 20^e siècle*, Paris, Syllepse, 2009.
- ° *Modernité de Gramsci ?* Paris, Belles Lettres, 1992.
- Weil Simone, *L'illade ou le poème de la force*, Paris, éd. de l'éclat, 2014 ;
- Zweig Stefan, *Erasmus. Grandeur et décadence d'une idée*, Paris, Grasset, 1935.

NOTES

¹ Au moment où j'écris, l'actualité montre l'étonnante proximité des impasses de la politiques migratoire et de la politique agricole dans l'UE (crise du porc) !

² Voir à ce propos divers textes sur le site : exil-ciph.com

³ Voir les Actes du colloque international sur l'œuvre de Jose Bleger en particulier, son œuvre sur symbiose et ambiguïté, Paris, PUF. Informations sur le site : exil-ciph.com

⁴ D'une urgence à l'autre...Angela Merkel vient d'affirmer que l'urgence humanitaire et la politique migratoire prenait le relais du débat sur la Grèce. Avec une réactualisation de la liste des « pays sûrs » pour distinguer la politique d'accueil (droit d'asile) à réguler, des politiques migratoires, du travail de plus en plus dérégulées. Elle est poussée à intervenir par les 200 attentats contre des centres de requérants en Allemagne les huit premiers mois de 2015 (en augmentation).

⁵ Pensons un instant à la figure d'Achille et des soldats qui reviennent avec des troubles psychiques permanents depuis les guerres du XXe siècle et actuelles.

⁶ Bœuf Gilles, « Le savoir de l'humain, un danger pour la vie », *Le Monde*, 5 août 2015.

⁷ Ses données montrent que la plupart des courbes d'analyse (rejet de CO2, consommation d'énergie, de matières premières) continuent à croître exponentiellement sans diminution ni ruptures.

⁸ Voir par exemple, le dernier paragraphe du chapitre V d'Arendt dans le volume II des *Origines du capitalisme, l'Impérialisme*, 1972.

⁹ « Comme nous tous, j'ai pris conscience, progressivement, que la conjonction de la politique et de la violence n'est pas un cas particulier de notre expérience historique, mais qu'elle est toujours indissociable de ses formes et de ses tendances, bien que selon des modalités distinctes et à des degrés inégaux », a déclaré Balibar à Istanbul en mai 1914.

¹⁰ La formule est de André Tosel que je remercie.

¹¹ Reconsidérer depuis là, l'esclavage consiste à inventer une nouvelle philosophie de l'histoire post-hégélienne et post-marxienne.

¹² « La République c'est l'unité, la démocratie, c'est la différence, l'union nationale c'est la mythologie de la mémoire. L'Union sacrée n'a jamais existé que durant les guerres, l'union nationale ne l'a emporté qu'au lendemain des grandes victoires militaires, toujours pour fort peu de temps. L'Unité en revanche, cohabite avec les clivages. La synthèse républicaine rassemble sur l'essentiel – patriotisme, démocratie, laïcité, progrès, identité collective – mais la vie politique et sociale creuse les fossés et entretient les antagonismes... » Alain Duhamel, *Libération* 22 janvier 2015.

¹³ Il a été qualifié par l'ONU de crime contre l'humanité.

¹⁴ Elle va de la stratégie de Bonaparte théorisées par Clausewitz, aux guerres du XXe siècle avec Auschwitz et Hiroshima «... le conflit le plus radical est celui du Même contre le Même, dépassant de peu en intensité celui mené contre l'Autre, radicalement Autre puisque son essence est perçue comme autre. Il y a loin entre les guerres à objectifs limités et la guerre totale de l'âge industriel qui découle du concept d'Etat-nation, loin entre les guerres ritualisées et le choc dévastateur entre sociétés radicalement étrangères ou la fureur délirante des guerres civiles. » (Chaliant, 2014, 33).

¹⁵ « ... tout sombre dans le désordre si extrême que l'on ne sait plus qui fait quoi ou va faire quoi, ni où est le nord, ni le sud, nous nous retrouvons dans la situation de nageurs happés par les tourbillons délirants, ne sachant plus à quoi se raccrocher, bref, l'angoisse absolue. Si alors se présente la perspective d'une guerre ou d'une idéologie folle mais puissante, ou un nationalisme délirant ou un appel au sacrifice extrême, nous risquons fort de nous raccrocher à l'un ou l'autre d'entre eux comme à une bouée de sauvetage, et nous transformer en guerriers clairs, enragés et sanguinaires.

Si aujourd'hui nous commettons la folie d'entrer en chantant la fleur au fusil en guerre ouverte avec Poutine, les choses deviendraient plus claires, pour nous... enfin les premiers jours. Mais comme nous sommes prudents, nous avons commencé à entrer en guerre avec l'Etat islamique sacrément moins dangereux que Poutine, et voyez, pour nous tout devient limpide : eux les fous dangereux qu'il convient d'abattre, nous les défenseurs de l'humanité réussir, simple, non ? A l'inverse, cependant, il faut voir que l'Etat islamique, par le biais de sa rage, simplifie et clarifie lui aussi sa perception du monde, preuve en est d'ailleurs que sa fureur est en train de séduire toutes sortes de musulmans, du Maghreb jusqu'à l'Inde, qui pourraient d'envie de se reconnaître dans un mouvement clair et fou, capable de sidérer la planète ! Où cela pourrait nous conduire ? Pour en avoir une idée, consultez s.v.pl. les chiffres de 14-18 et 39-45 ». Claude Monnier, *Tribune de Genève*, 23.11.2014.

¹⁶ La citation est tirée d'un extrait du premier chapitre du livre de Negri et Hardt, *Multitude : guerre et démocratie à l'époque de l'Empire*, second volume d'Empire », (La Découverte, 2004), publié par le Monde diplomatique sur son site, *Etat de guerre global*, 20 avril 2013. <http://mecanloblog.com/2013/02/20/etat-de-guerre-global/>

¹⁷ La ligne de pensée du « biopouvoir » est présent très tôt dans l'œuvre de Foucault et la traverse. On peut citer notamment, « Faire vivre et laisser mourir : la naissance du racisme », *Les Temps modernes*, no. 535, 1991, p. 37-61. Voir notamment, D. Memmi, *Faire vivre et laisser mourir. Le gouvernement contemporain de la naissance et de la mort*, Paris, La Découverte, 2003.

¹⁸ Je ne puis m'arrêter ici sur l'articulation métaphysique, ontologie, anthropologie et ses multiples implications ici. Mais je tiens à la signaler pour que puisse être bien dégagé l'axe citoyeneté/civilité.

¹⁹ Métaphysique de la destruction/création... Schumpeter n'est pas loin.

²⁰ Le paradigme des camps en crise, avec l'accumulation des morts aux frontières et aussi les résistances des migrants et de citoyens dans des luttes *No Bunker*. L'exemple des empreintes digitales (tous les migrants doivent les donner pour être enregistré et beaucoup d'entre eux y résistent ; le bracelet électronique qui sert à certains prisonniers est envisagé pour les requérants, comme le souligne Olivier Clochard).

²¹ Le dispositif des renvois forcés par les avions avec des degrés de coercition n'excluant pas la possibilité de la mort est un exemple marquant.

²² Au moment où je vous parle des requérants d'asile manifestent sur leur condition de logement dans des abris anti-atomiques. NO BUNKER... L'image est parlante quand on réfléchit à la guerre. Deux pétitions circulent en ce moment en Suisse : (1) pour demander l'accueil de 1000 Syriens (2) pour demander la suspension des renvois de demandeurs d'asile vers l'Italie (mesures Dublin européennes).

²³ Selon le Ministère de l'intérieur en France, 910 français sont partis faire le djihad en Syrie depuis le début du conflit. 126 sont décédés. (taux de mortalité en augmentation). Daesh demande à ces jeunes de faire la guerre en Syrie et aussi en France.

²⁴ Fait passé presque inaperçu : **le rétablissement de fait de la peine de mort** par la police française lors de l'attention contre Charly-Hebdo est un autre fait qui mérite réflexion. Que se serait-il passé si les deux jeunes, sortis après avoir laisser leur otage à l'intérieur de la maison et en tirant, si on les avait laissé décharger leurs armes en se protégeant bien sûr ? Laisser un espace entre le passage à l'acte policier et l'indécidable (Derrida) entre force et loi²⁴. Quelle aurait été la portée d'un tel geste pour la France, l'Europe, le monde entier ? Qui a pris la décision de tuer les « terroristes » ? Qui n'était pas aux côtés de la police dans la chasse aux « terroristes » ? Dans le contrôle démocratique de la force, ne doit-on pas poser

cette question, qui est posée aussi sous la forme de la présence d'ONG dans les aéroports pour les renvois forcés, ou encore dans les camps, les prisons aux frontières ?

²⁵ La thèse de la violence fondatrice des rapports humains (Girard) ne nous aide pas beaucoup si ce n'est à s'y soumettre.

²⁶ Après Benjamin, Arendt, Derrida, en se saisissant de la notion allemande de *Gewalt*, Balibar montre qu'il est traduit selon les circonstances par violence, pouvoir et force. Pour Héritier (1996 ;7) « il traite d'une théorisation du pouvoir », exigeant un déplacement radical. Une telle théorisation se heurte à une aporie sans parvenir à la dénouer tant qu'elle reste dans le paradigme dominant où le rapport entre politique et guerre reste un lien impensé.

²⁷ C'est un des arguments souvent cité par l'UDC, parti suisse ultra-libéral, conservateur qui fait de la migration son cheval de bataille à chaque élection.

²⁸ Jean-Pierre Obin, juin 2004 ([http://urlz.fr/1\(Mg\)](http://urlz.fr/1(Mg))) mais en mettant en place une politique de citoyenneté/civilité.